



Conférence de presse 02.11.2017

## Les conséquences extrêmes de No Billag

Par Jacques-André Maire, Conseiller national

C'est un leurre de penser que des médias exclusivement privés compenseront l'ensemble des programmes soutenus aujourd'hui par la redevance. Les régions minoritaires seraient défavorisées. La production suisse de cinéma et de musique se réduirait comme peau de chagrin. Les chaînes étrangères ou aux mains de milliardaires se répandraient dans le paysage médiatique. Il y aurait encore plus de publicité et donc de coupures sur les programmes.

L'initiative populaire No Billag veut supprimer la redevance audiovisuelle et donc le financement public de programmes de radio et de télévision. Mais au-delà de cet objectif, elle entraîne concrètement la liquidation de la grande partie des radios et TV de Suisse romande.

Il faut dire NON à No Billag parce que l'initiative provoque la disparition de l'ensemble des sept chaînes TV concessionnés en Suisse romande : Canal Alpha dans l'Arc jurassien, Canal 9 en Valais, La Télé sur Fribourg et Vaud, Léman Bleu sur le Léman, RTS 1 et RTS 2 sur toute la Suisse romande, Telebielingue à Bienne.

No Billag menace aussi 12 chaînes radios de Suisse romande : Canal 3, Couleur 3, Espace 2, La Première, Option Musique, Radio Chablais, Radio Cité, Radio Fribourg, Radio Fréquence Jura (RFJ), Rhône FM, Radio Jura Bernois (RJB), et Radio Télévision Neuchâtel (RTN).

No Billag, ce sont des écrans noirs dans la quasi-totalité du pays et le silence radio partout hors des grandes villes.

L'initiative décime toutes les radios et TV du Tessin, des Grisons et de la région de Schaffhouse. No Billag supprime les TV régionales dans toute la Suisse sauf à Zurich, dont la puissance économique permet le financement d'une chaîne TV privée sans le soutien de la redevance. Au total et en détails, 10 des 14 radios et 7 des 13 TV régionales soutenues par la redevance émettent dans les régions minoritaires suisses.

Supprimer le financement public de programmes audiovisuels est une chose ; entraîner la disparition d'une soixantaine de chaînes suisses en est une autre. A la Tribune du Conseil des Etats, le radical neuchâtelois Raphaël Comte a parlé d'une « arme de destruction massive des médias ». Pire encore : l'initiative autorise la poursuite des activités des médias dans les grandes villes du plateau et l'empêche dans les périphéries. Ce n'est pas notre vision de la Suisse.

Il vaut la peine de lire le texte de l'initiative intégralement. On y découvre trois propositions aberrantes.

No Billag prévoit de mettre régulièrement aux enchères des concessions de radios et de télévision. Conséquence : seuls des groupes ou personnes riches pourront se les payer. Ce n'est pas notre vision de la diversité médiatique suisse.

Autre exigence de l'initiative : la Confédération ne peut pas produire d'émissions radios ou TV en temps de paix. Ce qui signifie qu'elle peut le faire en temps de guerre ou de tension. Conséquence : la préparation d'un réseau radio en temps de paix pour le temps de guerre va coûter des centaines de millions de francs. L'expérience de la DIPRA (Division Information Presse et Radio) qui a fonctionné jusqu'en 2003 le démontre.

Dernière absurdité de l'initiative : la Confédération peut demander la diffusion de communiqués payant. Pour diffuser des communiqués, il faut des radios ou des TV. Conséquence : il faudrait maintenir un réseau de radios privées qui couvre toute la Suisse mais l'initiative l'empêche.

Dans le domaine de la sécurité toujours, en cas de catastrophe ou de problème majeur, les radios jouent aujourd'hui un rôle essentiel qui ne peut être pris en charge par la téléphonie mobile. La présence de deux réseaux distincts (radio et téléphonie) est une garantie de sécurité supplémentaire. Supprimer la radio revient à supprimer l'information à la population à des moments où elle en aurait particulièrement besoin. Le réseau de téléphonie mobile avec ses app, tweet et autres sms est beaucoup trop sollicité et sujet à pannes pour jouer seul le rôle d'alarme à la population. Les radios sont indispensables.

L'initiative No Billag n'a pas été réfléchi et elle est extrême dans ses conséquences directes :

- elle supprime le financement public destiné à favoriser l'accès des émissions TV aux sourds et malentendants ;
- elle liquide le système de mesure des audiences radios et TV Mediapulse ;
- elle empêche la participation au financement public de la formation du personnel ;
- elle détruit l'aide publique au développement numérique des radios et TV ;
- elle provoque la disparition de 13'500 emplois en Suisse dont 6'800 directement ;
- pour la seule Suisse romande, elle prive 4'500 entreprises d'un support publicitaire performant, celui de la publicité sur les radios régionales ;
- elle empêche la RTS de maintenir les contacts actuels avec 3'000 entreprises romandes ;
- elle éteint la production cinématographique suisse ; depuis 1996, la SSR a investi 400 millions dans plus de 2'000 films ;
- elle met à la rue à Lausanne et Genève quelques milliers de personnes hautement qualifiées dans leur domaine professionnel mais sans chance de retrouver un emploi dans leur secteur.

L'initiative No Billag, c'est Dr Jekyll et Mr Hyde. C'est d'un côté la promesse d'une économie de 365 francs et c'est de l'autre côté la destruction du paysage médiatique suisse. La promesse est illusoire car les gens qui voudront ne payer que pour ce qu'ils veulent voir payeront finalement

plus. Ils ne verront plus d'images de leur région. Et dans les périphéries, ils n'entendront plus rien qui les concerne.